

RÉSUMÉ DES DÉCISIONS DE LA CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DE FRANCE AU SUJET DES ABUS DANS L'ÉGLISE

Il y a quelques jours, rassemblés à Lourdes en Assemblée plénière, les évêques de France sont revenus sur le rapport de la CIASE pour une réflexion commune et approfondie. Après le choc de la parution du rapport Sauvé, il convenait de prendre le temps de la prière et de l'étude des préconisations faites par cette instance indépendante. Les  v ques ont longuement réfléchi, échangé et débattu pour parvenir à décider de mesures permettant d'amorcer les changements nécessaires suite aux dérives mises en exergue par le rapport.

Tout d'abord, nous reconnaissons la responsabilité institutionnelle de l' glise dans les violences qu'ont subies tant de personnes victimes.

Nous reconnaissons la dimension systémique de ces violences : au sens où elles ne sont pas seulement le fait d'individus isolés, mais ont été rendues possibles par un contexte global. Des fonctionnements, des mentalités, des pratiques au sein de l' glise catholique ont permis que ces actes se perpétuent et ont empêché qu'ils soient dénoncés et sanctionnés.

Nous reconnaissons que cette responsabilité entraîne un devoir de justice et de réparation, qui ouvre la possibilité de demander pardon en vérité.

Les principales mesures d cides concernent la création d'une Instance Nationale Indépendante de Reconnaissance et de Réparation (INIRR) qui sera chargée des questions liées à l'identification des victimes, aux barèmes et aux critères de leurs indemnisations.

En vue d'indemniser les victimes, un fonds propre va être crée. Ce fonds ne sera pas alimenté par le denier des fidèles, mais par les fonds propres de la Conférence des évêques de France et des diocèses (biens immobiliers).

La mise en place d'un référentiel national de mesures de prévention nécessaires permettra d'aboutir à l'élaboration d'une charte nationale de bonne conduite de protection des mineurs dans les diocèses, les mouvements et les communautés religieuses.

Enfin, en vue d'une plus grande efficacité, réactivité et unicité, les évêques de France, ont décidé d'ériger un tribunal pénal canonique national qui rentrera en fonction au 1er avril 2022. Des protocoles avec les parquets permettront de fluidifier notre collaboration avec la justice française.

Il faudra encore du temps pour que ces mesures soient mises en place et effectives. Toutefois ce chantier de réformes débute et fera advenir, c'est notre souhait une  glise lavée et disposée à annoncer l' vangile à toute la terre.

+ Mgr Dominique Rey